

# Pour un social-mondialisme

par ZAKI LAÏDI

*Il n'est  
évidemment  
pas question  
de  
supprimer  
l'OMC.  
Il faut,  
en revanche,  
rendre  
le commerce  
mondial  
politique-  
ment plus  
équitable  
et  
socialement  
plus  
acceptable.*

violence, de l'individualisme, ou si l'on considère qu'il s'agit d'une variable certes essentielle mais non exclusive du changement social. Pourquoi cette question est-elle importante? Parce que si l'on ramène tout le changement social à la mondialisation, on entre nécessairement dans une interprétation déterministe du changement social qui conduit à surévaluer les contraintes socio-économiques et à sous-évaluer les changements culturels.

Or, pour penser le changement social aujourd'hui et aussi le politique, il faut non pas sous-estimer la mondialisation, mais la relativiser au regard d'évolutions culturelles et sociales qui, probablement, existeraient sans elle.

La première de ces évolutions est naturellement l'individualisation des préférences et des choix. La seconde est la constitution d'une sphère sociale du jugement, d'une sorte d'autorité sociale autonome qui s'exprime à travers ce que l'on appelle la société civile. Le rapport critique et distancié des individus et des citoyens à la prescription venue d'en haut, l'inquiétude à l'égard de certains risques alimentaires, technologiques ou environnementaux traduisent cette évolution considérable.

Ce n'est donc pas un hasard si ce sont les traditions politiques qui ont toujours eu une vision très hiérarchisée et très classique du politique, qui surévaluent dans leur discours la variable mondialisation et qui, par là même, insistent toujours sur les «pertes» qu'elle engendrerait: perte de souveraineté, perte de sens, perte de responsabilité, etc.

Quand nous nous polarisons sur ces pertes, c'est tout simplement parce que l'on ne voit pas ou refuse de voir les nouvelles exigences, les nouvelles demandes ou les nouvelles formes d'organisation sociale qui se font jour. Il en va ainsi par exemple du rapport au politique. Il ne se décline plus sur le mode d'une allégeance à une totalité ou à une inscription simple dans un espace public encadré par des institutions. Il se déploie et se pense par rapport à des vécus de plus en plus nombreux que les individus s'efforcent de mettre en cohérence. Mais dans ce contexte culturel qui tient à la nature libérale de nos sociétés, le politique est un facilitateur et non un prescripteur. La conséquence est que le maître mot des arrangements sociaux n'est ni l'autorité ni la souveraineté, mais bien la responsabilité. Or le champ des responsabilités individuelles et collectives ne cesse de s'accroître. Et on ne dira jamais assez que le champ de la souveraineté des Etats rétrécit.

Enfin, dans la définition du social-mondialisme, reste l'appréciation des résistances à la mondialisation. Là aussi, il faut déjouer les pièges de l'idéologie. Celle du néo-libéralisme ne verrait dans toutes ces résistances que des formes vieilles d'opposition à un changement inéluctable. Celle des antimondialistes, et surtout des souverainistes, voudrait nous faire croire

que nous entrions dans un nouveau totalitarisme, celui du marché. En fait, la réalité est plus complexe. La mondialisation est confrontée à un indiscutable problème d'acceptabilité sociale et identitaire, mais elle ne fait en aucun cas l'objet d'un rejet massif. Il n'y a aujourd'hui aucun pays démocratique où des forces politiques se soient imposées sur la base d'un programme antimondialiste. Il y a, bien sûr, des forces qui jouent sur les peurs et notamment sur les peurs migratoires. Mais il serait ridicule de mettre celles-ci sur le simple compte de la mondialisation, sauf naturellement à penser que la purification ethnique dans les Balkans est un produit du néo-libéralisme.

En fait, les études d'opinion faites aussi bien en France qu'à l'étranger, mettent en évidence que la peur de la mondialisation est incomparablement plus faible chez les jeunes que chez les personnes plus âgées et que l'hostilité au libre-échange résulte d'une combinaison complexe de facteurs dont une paraît décisive: la confiance qu'ont les individus dans leur société pour faire face à la compétition. Enfin, même dans les sociétés anglo-saxonnes, le libre-échange n'est jamais spontanément considéré comme une solution naturelle ou prioritaire à un problème.

Le caractère apparemment contradictoire des éléments que nous venons d'évoquer converge vers un point essentiel: c'est au politique que revient le soin de gérer cette complexité et c'est aux sociaux-mondialistes d'apporter des réponses qui ne s'apparentent ni à un passage en force, ni à un souverainisme dévastateur.

Si nous insistons sur ces points de positionnement, c'est parce qu'ils sont essentiels à la construction d'un agenda politique. Apporter des solutions à des problèmes complexes ne consiste pas à remplir des cases, mais à penser en amont du problème. Or l'immense faiblesse des sociaux-mondialistes vient du fait qu'ils ne disposent pas de doctrine politique. On peut même craindre parfois qu'ils prennent cela pour un luxe intellectuel alors que c'est le flou et l'absence de doctrine claire qui accentue le malaise. Ceci étant posé, sur quels axes politiques le social-mondialisme peut-il essayer d'agir aujourd'hui?

Le premier porte sur le libre-échange. Il n'est évidemment pas question de supprimer l'OMC. Il faut en revanche rendre le commerce mondial politiquement plus équitable et socialement plus acceptable. Or, dans ce domaine, il y a beaucoup à faire. Il est indiscutable que les règles actuelles du libre-échange sont inégalement libres selon qu'elles s'appliquent à des secteurs où les pays riches disposent d'un réel avantage comparatif et à ceux où ils sont, au contraire, en position de faiblesse relative; D'une manière ou d'une autre, la crédibilité du système commercial multilatéral impose que les pays riches ouvrent leur marché du travail même sur des bases

temporaires et ciblées et qu'ils réduisent leurs subventions agricoles à l'exportation qui bloquent l'enrichissement des pays du Sud. Plutôt donc que de se focaliser sur les effets redistributifs d'une hypothétique taxe Tobin, mieux vaudrait réduire les 300 milliards de dollars de subventions agricoles qui enrichissent les riches agriculteurs du Nord et appauvrissent les pauvres agriculteurs du Sud.

Certaines ONG réformistes comme Oxfam se situent dans cette perspective. En revanche des mouvements antimondialistes comme Attac récuseraient cette approche qui présente le double inconvénient de légitimer implicitement les avantages du libre-échange, ce qui est idéologiquement inacceptable, et de les fixer sur la réalisation d'un objectif concret qui les conduirait à agir et non pas seulement à contester.

Mais tout en veillant à une libéralisation des échanges plus équitable, le social-mondialisme ne saurait se limiter à une défense du libre-échange. L'objectif est la pluralité des sphères de valeur. Concrètement, cela signifie la prise en compte des intérêts du consommateur, du citoyen et des générations futures. Or, il est évident que la dynamique actuelle du libéralisme s'appuie presque exclusivement sur la défense du consommateur. C'est en soi totalement insuffisant. Un des points névralgiques de ce problème est la définition des politiques de concurrence. Aux Etats-Unis, on voit très clairement que la politique de la concurrence a pour priorité absolue la défense du consommateur, quitte à ce que cet objectif entraîne un démantèlement de groupes stratégiques capables d'intégrer des responsabilités d'ordre public. Pour le moment, l'Europe suit une logique légèrement différente, puisque la défense du consommateur n'est qu'une variable parmi d'autres. Mais rien n'est joué et l'intégrisme néo-libéral de certains commissaires européens incite à une certaine vigilance.

Cette reconnaissance de la pluralité des sphères de valeur peut, dans certains cas, passer par la réhabilitation de mesures d'ordre public, comme on l'a vu à propos de la bataille mondiale sur les produits génériques destinés à combattre les maladies infectieuses. Dans ce domaine, il existe un nombre considérable d'options capables de protéger les intérêts des laboratoires comme ceux des Etats. Et il n'est pas nécessaire de dénoncer la mondialisation pour avancer dans sa régulation.

La mondialisation a considérablement accéléré les modalités de création de richesses. En cela, elle constitue un atout considérable. Mais parce que cette richesse de nature privée amoindrit le développement de la richesse publique, il faut réussir à en socialiser les bénéfices ●

**Zaki Laïdi** est chercheur au Ceri. Dernier ouvrage paru: «La gauche à venir. Politique et mondialisation» (Aubé 2001).